

Préfecture des Yvelines
A l'attention du Préfet des Yvelines
1, rue Jean Houdon
78010 VERSAILLES CEDEX

A ... , le

Lettre Recommandée avec Accusé de réception

Objet : Recours indemnitaire suite au non-respect de la décision de la Commission de médiation DALO des Yvelines en date du XX/XX/XXXX enjoignant au Préfet des Yvelines de m'attribuer un logement, au titre du droit au logement opposable.

Monsieur le Préfet,

Je me permets par la présente de vous écrire afin de solliciter une indemnisation au titre du préjudice grave que je subis, du fait du non-respect de la décision de la Commission de médiation DALO des Yvelines daté du XX/XX/XXXX au terme duquel vous étiez tenu de m'attribuer un logement répondant à mes besoins et capacités.

Pour rappel, j'avais déposé un dossier DALO et avais été reconnu prioritaire, le XX/XX/XXXX, par cette Commission Départementale de Médiation.

J'aurais dû recevoir une offre de logement dans un délai de six mois, suite à cette décision. Cela n'a pas été le cas.

En effet, à ce jour, je constate hélas qu'aucune offre ne m'a été faite et que vous n'avez pas respecté cette décision, avant le XX/XX/XXXX.

Je me permets de vous rappeler que je réside toujours dans (*description du logement*) et cela depuis (*date ou nombre de mois/ années*). Cela impacte considérablement mes conditions d'existence (*détailler, le cas échéant*) et a également une incidence sur (*détailler*).

Modèle donné à titre indicatif destiné à vous aider à rédiger votre courrier : il est de votre responsabilité de vérifier que le modèle correspond effectivement à votre situation.

Ainsi que vous ne l'ignorez pas, du fait de votre carence, la responsabilité de l'Etat est pleinement engagée et j'entends être intégralement indemnisé des conséquences de votre inaction sur mes conditions de vie.

Aussi, je souhaite donc solliciter, par la présente, de votre part, une proposition d'indemnisation destinée à couvrir le préjudice que je subis et je reste, bien entendu, toujours dans l'attente d'une proposition de logement.

Je vous prie de bien vouloir considérer le présent recours indemnitaire comme valant recours préalable avant saisine du Tribunal administratif.

Dans l'attente de votre proposition d'indemnisation et de l'attribution d'un logement, je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Signature